



15 novembre 2011

P.S.A accélère les suppressions d'emplois *Agissons sans attendre*

Le groupe va supprimer 5000 emplois en France, 6000 en Europe sans compter l'emploi de 800 intérimaires et les conséquences sur la sous-traitance et les équipementiers.

Nous avons déjà traité cette question dans nos articles précédents, les annonces de Mardi sont plus précises concernant les personnels et les sites touchés. C'est le secteur recherche-développement (la matière grise de l'entreprise) qui est le plus visé avec 1600 suppressions d'emplois pour être délocalisé en Chine, Inde ou Brésil. Les sites concernés par cette seule mesure sont Vélizy, La Garenne et Sochaux. Le site de Melun (70 salariés) est voué à la fermeture totale. Rappelons que le groupe P.S.A a décidé d'attendre les élections présidentielles pour régler le sort des sites d'Aulnay et Sévelnord.

Ces décisions sont prises alors que le groupe dispose de 11 Milliards d'euros de fonds de réserve. Il a distribué 200 Millions d'euros aux actionnaires, bénéficié de centaines de millions de fonds publics sous diverses formes : prime à l'emploi, prime à la casse, exonération de cotisations sociales sur les bas salaires, mais cela ne suffit pas... Nous le répétons à chaque occasion, le capitalisme n'a qu'un seul but : le profit, toujours plus de profits peu important les moyens utilisés.

Une nouvelle fois, Eric Besson, ministre de l'industrie, s'est distingué à l'assemblée nationale, quelques instants après les annonces du groupe P.S.A, par son mépris pour les salariés concernés : « Il faut faire attention à ne pas ouvrir des inquiétudes infondées », autrement dit, ne soyez pas inquiets, vous êtes licenciés !!! Et il poursuit : « D'abord, il n'y a pas de fermeture de site » (bravo Peugeot) mais il oublie celle du site de Melun. Il ajoute : « Sévelnord et Aulnay ne fermeront pas » alors que le groupe a décidé qu'après les présidentielles... E. Besson, toujours lui affirme qu'« Il n'y a pas de plan social, Peugeot ne prévoit aucun licenciement, ni départ volontaire ». Encore un oubli, 1900 licenciements seront « négociés » par des conventions de conversion ou « arrangements à l'amiable ». On sait ce que ça signifie. E. Besson est dans son rôle de représentant d'un pouvoir au service exclusif du capital. Mais que dit l'« opposition » si bien nommée ? Rien du côté du Parti Socialiste, sinon un constat désolé et pleurnichard. Marie-Georges Buffet ne fait pas mieux en déclarant : « La direction poursuit la dérive financière de ses choix et hypothèque gravement l'avenir », soit, mais que propose le Parti Communiste Français ? Peut-être que le « camarade » Mélenchon a la solution ? : « La finance commande le gouvernement et les entreprises, (ah bon !!), il faut empêcher les financiers à continuer à nuire », très bien mais comment ? Personne n'appelle les salariés à engager la lutte, sans attendre. Personne ne propose

d'arracher les moyens de production aux mains des multinationales de l'industrie et des banques.

C'est ce qui permet à Maurice Levy, président de l'A.F.E.P (Association Française des Entreprises Privées, représentant les 100 plus grands groupes privés) de s'adresser aux candidats aux élections présidentielles pour leur proposer le programme suivant :

- Assainir les finances publiques en étant conscient « de la difficulté de prendre des décisions impopulaires mais incontournables »

- Baisser le coût du travail, basculer une partie des « charges » (cotisations sociales) sur la t.v.a. (faire payer la totalité de la protection sociale au peuple).

- Conforter le crédit impôt recherche (accorder de nouveaux cadeaux fiscaux),

- Orienter l'épargne vers les entreprises (accaparer l'épargne populaire),

- Stabiliser l'environnement juridique et fiscal des entreprises (supprimer le droit du travail, les impôts sur les entreprises).

Les patrons savent qu'ils peuvent compter sur le prochain gouvernement. Que dire des syndicats, sinon que leur silence est complice. Les centrales syndicales se réunissent vendredi 17, c'est le moment de décider une action qui soit à la hauteur des attaques du capital et du gouvernement contre les salariés. L'alliance objective des politiques avec le capital ne fait aucun doute.

C'est plus que jamais le moment d'agir car ils veulent aller beaucoup plus loin. « Communistes » propose, avec son candidat à l'élection présidentielle, Christophe Ricerchi, d'engager la lutte pour changer tout ça. Nous reviendrons sur cette question prochainement.

www.sitecommunistes.org